
CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Original: espagnol

Troisième session

Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

BOLIVIE

Déclaration de M. Javier Murillo de la Rocha Ministre des relations extérieures et du culte

La problématique qu'aborde cette troisième Conférence ministérielle est sans doute un reflet fidèle de notre époque où les choses se télescopent et où nous n'avons pas fini d'assimiler un changement ou de maîtriser une situation que déjà se dessinent d'autres problèmes majeurs.

Nous ne cherchons pas à nous dérober aux nouveaux défis, mais si pour y faire face nous devons, une fois encore, négliger nos intérêts commerciaux et, partant, nos possibilités de croissance et de développement, il serait plus prudent de ralentir le pas et de surseoir à certaines décisions et engagements plus complexes dont on ne peut encore avec précision déterminer la portée.

Il ne faut pas chercher à brûler les étapes, surtout lorsque cela risque de priver des régions entières de la planète des avantages du développement.

Ces réflexions se rapportent directement au désir de poursuivre la libéralisation qui a été exprimé à cette Conférence, alors même que l'Organisation mondiale du commerce n'a pas encore rempli une des tâches qui lui incombent: offrir des possibilités de commerce équitables à tous les pays participant au système.

L'OMC, on ne peut le nier, a favorisé l'accroissement des échanges commerciaux dans le cadre de règles et de disciplines concertées. Mais s'agit-il là des objectifs fondamentaux? Nous ne le pensons pas: accroître et mondialiser le commerce de façon ordonnée n'est pas une fin en soi, c'est un moyen permettant de stimuler un développement qui doit être solidaire et équitable et qui doit se traduire par l'amélioration du niveau de vie de tous les peuples.

Mon pays, la Bolivie, participe depuis de nombreuses années au système de commerce international, et il a adopté une politique d'ouverture totalement prévisible et transparente, qui n'opère pas de discrimination sectorielle, vise à respecter les engagements pris dans le cadre de l'OMC, même si ceux-ci impliquent un coût économique, social et même politique - et pourtant les résultats ne sont pas à la mesure de ses efforts en ce qui concerne sa participation aux échanges internationaux, ce déséquilibre étant le résultat d'un potentiel d'exportation limité et soumis à des difficultés considérables d'accès aux marchés internationaux.

Je suis sûr que cette situation est aussi celle de nombreux pays en développement; je dis bien de nombreux pays et non pas tous, dans la mesure où certains pays en développement, même s'ils ne peuvent se comparer aux grandes économies, sont mieux préparés que d'autres, dont nous faisons partie, et qui sont clairement défavorisés, constituent de petites économies vulnérables et méritent un traitement spécial et différencié pour répondre à leurs particularités.

Il en résulte que la Bolivie n'est pas prête à accepter d'autres engagements en matière de libéralisation si les avantages qui en découleront doivent servir exclusivement les intérêts d'autres pays et qu'il n'est pas tenu compte aussi de ses demandes légitimes. La Bolivie se montrera très ferme en ce qui concerne l'équilibre.

À cet égard, je souhaiterais mettre l'accent sur un seul secteur, celui qui représente une priorité pour mon pays: l'agriculture. Cette activité se trouve quasiment en marge du processus de libéralisation, a été mise de côté, alors que c'est précisément celle qui est intéressante du point de vue de nos exportations.

On parle de la multifonctionnalité de l'agriculture, mais dans ce cas, il faudrait précisément tenir compte du fait que cette activité a des incidences multiples pour libéraliser davantage le commerce des produits agricoles et non pour l'entraver. On contribuerait ainsi à résoudre une grande partie des problèmes sociaux qui pèsent sur nos pays, et on participerait efficacement à la lutte contre la pauvreté puisque dans les pays en développement, notamment dans les petites économies, ce sont les secteurs de la population qui se consacrent à l'agriculture qui accusent le retard le plus important.

Un meilleur accès aux marchés internationaux pour les produits agricoles permettrait à mon pays, et à bien d'autres, de lutter plus efficacement contre le problème du trafic de drogue. Il est même paradoxal que la communauté internationale exige que l'on arrache les cultures qui servent à fabriquer les stupéfiants, si l'on pense à tous les obstacles et à toutes les difficultés que rencontrent les produits des cultures de remplacement pour accéder aux marchés internationaux.

C'est pourquoi, il ne faut pas, sous couvert du concept de multifonctionnalité de l'agriculture, favoriser des positions protectionnistes.

Cette Conférence ministérielle doit prendre des décisions qui l'engagent à l'égard de la société actuelle. Lorsqu'on prône un monde de liberté, on ne peut limiter la progression de l'économie et des échanges. Mais nous devons œuvrer pour que nous puissions tous participer à ce processus et tirer les avantages de ces libertés. Il ne faut pas se limiter à constater que certains pays sont mieux préparés que d'autres et que nombre d'entre eux pourraient être laissés de côté. L'effort que nous fournissons en commun n'a de sens que s'il nous oblige à nous soutenir mutuellement, à faire en sorte que les pays défavorisés soient aidés efficacement jusqu'à ce qu'ils parviennent à participer activement aux courants actuels des échanges. De cette manière seulement le système de commerce international pourra reposer sur des bases solides et stables.

L'OMC aura alors accompli sa tâche: elle aura rendu les résultats accessibles à tous et démocratisé aussi l'adoption des décisions. Imposer des normes, et donc des obligations, est dangereux pour la stabilité du système. Une situation dans laquelle certains États décident des normes et les autres, la majorité, doivent les respecter ou s'y adapter ne peut perdurer.

Nous sommes inquiets de constater qu'il n'y a pas eu, depuis le début de cette Conférence, un climat ouvert et réceptif à la concertation. Il faut espérer que cette situation évoluera dans les heures à venir et que les décisions fondamentales pour l'avenir du système ne seront pas ajournées.

Faisons du commerce un instrument de paix et de solidarité entre les nations plutôt qu'un facteur de confrontation et de discrimination.
